

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 36.534/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Économie, le 6 février 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux droits à rémunération pour prêt public des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des producteurs de premières fixations de films", a donné le 3 mars 2004 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte, ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

À l'exception de son article 3, qui constitue l'application du second alinéa des articles 23, § 2, et 47, § 2, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, le projet se fonde sur l'article 63 de cette loi, qui dispose comme suit :

"Après consultation des institutions et des sociétés de gestion des droits, le Roi détermine le montant des rémunérations visées à l'article 62. Celles-ci sont perçues par les sociétés de gestion des droits.

Selon les conditions et les modalités qu'Il fixe, le Roi peut charger une société représentative de l'ensemble des sociétés de gestion des droits d'assurer la perception et la répartition des rémunérations pour prêt public.

Après consultation des Communautés, et le cas échéant à leur initiative, le Roi fixe pour certaines catégories d'établissements reconnus ou organisés par les pouvoirs publics, une exemption ou un prix forfaitaire par prêt pour établir la rémunération prévue à l'article 62."

L'article 5 du projet prévoit, en exécution de ce dernier alinéa, diverses exemptions de l'obligation de rémunération. Son article 4 détermine, quant à lui, en ses trois premiers alinéas, le montant des rémunérations prévues par l'article 62 de la loi :

"Le montant des rémunérations visées à l'article 62 de la loi est fixé forfaitairement à 1 EUR par an et par personne majeure inscrite dans les institutions de prêt visées à l'article 2, lorsqu'elle a au moins fait un emprunt durant la période de référence.

Le montant des rémunérations visées à l'article 62 de la loi est fixé forfaitairement à 0,5 EUR par an et par personne mineure inscrite dans les institutions de prêt visées à l'article 2, lorsqu'elle a au moins fait un emprunt durant la période de référence.

Lorsqu'une personne est inscrite auprès de plus d'une institution de prêt, le montant de la rémunération n'est dû qu'une seule fois pour cette personne."

Il s'ensuit que "le montant des rémunérations visées à l'article 62" de la loi serait établi en fonction d'un forfait qui ne constituerait toutefois pas "un prix forfaitaire par prêt", comme prévu par l'alinéa 3 de l'article 63, précité.

Se pose par conséquent la question de savoir si l'alinéa 1^{er}, de cet article permet de déterminer le montant desdites rémunérations, non comme le précise son alinéa 3, mais selon le mode prévu par le projet, ce dont les travaux préparatoires de la loi du 30 juin 1994, précitée, permettent de douter.

Les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 63 de cette loi sont issus d'un amendement n° 216 et son alinéa 3 d'un sous-amendement n° 218 ¹, lesquels ont, avec d'autres amendements, fait l'objet des discussions suivantes au sein de la Commission de la Justice de la Chambre des représentants ² et du Sénat ³.

Il résulte des travaux préparatoires qu'en adoptant l'amendement n° 218 et en complétant ainsi l'article 63 de son alinéa 3, l'intention du législateur a été de préciser, dans cet alinéa, la portée des pouvoirs conférés au Roi par l'alinéa 1^{er} du même article et, partant, de lui imposer de fixer un "prix forfaitaire par prêt pour établir la rémunération prévue à l'article 62", c'est-à-dire à l'effet d'en déterminer de la sorte le montant ainsi que le prévoit cet alinéa 1^{er}.

Il s'ensuit que le projet doit être fondamentalement revu en tant qu'il règle la détermination et le recouvrement des rémunérations visées à l'article 62 de la loi.

La section de législation peut toutefois brièvement relever quelques autres anomalies du projet.

(¹) Doc., parl., Chambre, 473 (S.E. 1991-1992), n° 23, pp. 4-5.

(²) Doc., parl., Chambre, 473 (S.E. 1991-1992), n° 33, pp. 195 à 201.

(³) Doc., parl., Sénat, 145 (S.E. 1991-1992), n° 12, pp. 51-52.

Ainsi, l'article 4, alinéa 3, n'indique pas quelle serait l'institution de prêt débitrice de la rémunération qui ne serait due qu'une seule fois pour les personnes inscrites auprès de plusieurs institutions. Vu l'observation qui précède, cette disposition ne saurait être maintenue, mais même dans le cas contraire, elle serait en outre d'autant plus malaisée à appliquer que le projet ne prévoit pas la déclaration des renseignements nécessaires à cette fin, à savoir l'identification de toutes les personnes inscrites ayant fait au moins un emprunt durant la période de référence.

Quant au dernier alinéa du même article, il paraît préférable de l'omettre; à tout le moins, il y aurait lieu de l'intégrer dans l'article 9 en supprimant les divergences existant entre cet alinéa et les alinéas 2 et 4 de l'article 9 ¹.

Enfin, la possibilité prévue par l'article 9, alinéa 4, de "contractuellement convenir une réduction du montant de la rémunération pour prêt public avec la société de gestion des droits" n'est pas conforme à l'article 63 de la loi du 30 juin 1994, précitée, puisqu'il réserve au Roi le pouvoir de déterminer le montant de cette rémunération par un acte unilatéral, sans lui conférer celui d'autoriser ceux qui y sont assujettis à y déroger par voie de contrats passés entre eux.

⁽¹⁾ Contrairement à cet article, l'article 4, alinéa 4, vise également les associations de bibliothèques, mais non l'État, et permet en outre une prise en charge seulement partielle du paiement des rémunérations.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.534/2

VAN DE AFDELING WETGEVING

VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 februari 2004 door de Minister van Economie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de vergoedingsrechten voor openbare uitlening van de auteurs, vertolkende of uitvoerende kunstenaars, producenten van fonogrammen en producenten van eerste vastleggingen van films", heeft op 3 maart 2004 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Met uitzondering van artikel 3 van het ontwerp, waarbij het tweede lid van de artikelen 23, § 2, en 47, § 2, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wordt toegepast, steunt het ontwerp op artikel 63 van deze wet, dat het volgende bepaalt :

"Na raadpleging van de instellingen en vennootschappen voor het beheer van de rechten bepaalt de Koning het bedrag van de in artikel 62 bedoelde vergoedingen. Deze worden geïnd door de vennootschappen voor het beheer van de rechten.

De Koning kan, overeenkomstig de door Hem gestelde voorwaarden en nadere regels, een vennootschap die representatief is voor alle vennootschappen voor het beheer van de rechten, belasten met de inning en de verdeling van de vergoedingen voor openbare uitlening.

Bij de vaststelling van de in artikel 62 bedoelde vergoeding bepaalt de Koning, na raadpleging van de Gemeenschappen en, in voorkomend geval, op hun initiatief, voor sommige categorieën van instellingen die door de overheid zijn erkend of opgericht, een vrijstelling of een forfaitair vastgesteld bedrag per uitlening."

Artikel 5 van het ontwerp voorziet ter uitvoering van dit laatste lid in verschillende vrijstellingen van de verplichting tot betaling van de vergoeding. In de eerste drie leden van artikel 4 ervan wordt het bedrag van de vergoedingen bedoeld in artikel 62 van de wet bepaald :

.../...

"Het bedrag van de vergoedingen bedoeld in artikel 62 van de wet bedraagt forfaitair 1 EUR per jaar en per volwassen persoon ingeschreven in de uitleeninstellingen bepaald in artikel 2, indien hij ten minste een uitlening genoten heeft gedurende de referentieperiode.

Het bedrag van de vergoedingen bedoeld in artikel 62 van de wet bedraagt forfaitair 0,5 EUR per jaar en per minderjarig persoon ingeschreven in de uitleeninstellingen bepaald in artikel 2, indien hij ten minste een uitlening genoten heeft gedurende de referentieperiode.

Wanneer een persoon in meer dan een uitleeninstelling ingeschreven is, is het bedrag voor die persoon slechts een maal verschuldigd."

Hieruit volgt dat "het bedrag van de vergoedingen bedoeld in artikel 62" van de wet zou worden vastgesteld op grond van een forfaitair bedrag, dat evenwel geen "forfaitair vastgesteld bedrag per uitlening" zou zijn, zoals is bepaald in het derde lid van het voormelde artikel 63.

Bijgevolg rijst de vraag of het eerste lid van dit artikel het mogelijk maakt het bedrag van de bewuste vergoedingen niet zoals wordt aangegeven in het derde lid ervan te bepalen, maar op de wijze waarin het ontwerp voorziet, wat kan worden betwijfeld op grond van de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet van 30 juni 1994.

Het eerste en tweede lid van artikel 63 van deze wet zijn ontstaan uit amendement nr. 216 en het derde lid ervan uit subamendement nr. 218 op dit amendement ¹, die samen met andere amendementen, daarop besproken zijn in de Commissie voor de Justitie van de Kamer van volksvertegenwoordigers ² en van de Senaat ³.

⁽¹⁾ Gedr. St., Kamer, 473 (BZ 1991-1992), nr. 23, blz. 4-5.

⁽²⁾ Gedr. St., Kamer, 473 (BZ 1991-1992), nr. 33, blz. 195 tot 201.

⁽³⁾ Gedr. St., Senaat, 145 (BZ 1991-1992), nr. 12, blz. 51-52.

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever, door amendement nr. 218 aan te nemen en door aldus artikel 63 aan te vullen met een derde lid, de bedoeling heeft gehad in dit lid de strekking te verduidelijken van de bevoegdheden die in het eerste lid van hetzelfde artikel aan de Koning worden toevertrouwd en Hem bijgevolg ermee te belasten "een forfaitair vastgesteld bedrag per uitlening te bepalen bij de vaststelling van de in artikel 62 bedoelde vergoeding", dit wil zeggen om op die manier het bedrag vast te stellen, zoals dit eerste lid bepaalt.

Hieruit volgt dat het ontwerp grondig dient te worden herzien in zoverre het de vaststelling en de inning van de vergoedingen bedoeld in artikel 62 van de wet regelt.

De afdeling wetgeving kan evenwel in het kort wijzen op enkele andere onregelmatigheden in het ontwerp.

Zo wordt in artikel 4, derde lid, niet aangegeven welke uitleeninstelling de vergoeding, die slechts eenmaal verschuldigd zou zijn voor personen die bij verschillende instellingen ingeschreven zijn, zou moeten betalen. Gelet op de opmerking die voorafgaat, kan deze bepaling niet worden behouden. Zelfs in het tegenovergestelde geval zou ze bovendien des te moeilijker kunnen worden toegepast daar het ontwerp niet voorziet in de aangifte van de inlichtingen die daarvoor nodig zijn, met name de identificatie van alle ingeschreven personen die gedurende de referentieperiode ten minste een uitlening hebben genoten.

Wat betreft het laatste lid van hetzelfde artikel : het lijkt verkieslijk het te laten vervallen. Op zijn minst zou het moeten worden opgenomen in artikel 9 door de bestaande verschillen tussen dit lid en het tweede en vierde lid van artikel 9 weg te werken ⁴.

(4) In tegenstelling tot dit artikel, heeft artikel 4, vierde lid, eveneens betrekking op de verenigingen voor het bibliotheekwezen, en niet op de Staat, en maakt het daarenboven mogelijk dat de betaling van de vergoedingen slechts gedeeltelijk wordt overgenomen.

Ten slotte is de mogelijkheid waarin artikel 9, vierde lid, voorziet, om "op contractuele wijze met de beheersvennootschap een korting op het bedrag van de vergoeding voor openbare uitlening overeen (te) komen", niet conform artikel 63 van de voornoemde wet van 30 juni 1994, aangezien het alleen aan de Koning de bevoegdheid verleent om het bedrag van deze vergoeding vast te stellen door een eenzijdige handeling, zonder Hem de bevoegdheid toe te kennen om degenen die eraan onderworpen zijn toe te staan ervan af te wijken door middel van contracten die tussen hen gesloten zijn.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS